



QUELLES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE RÉSEAU INTERNATIONAL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DE RUE ?

Par Jean Blairon

Dans notre évaluation précédente, « Vie du Réseau et sens de l'action », nous avons attiré l'attention sur l'importance d'une explicitation commune des orientations engagées dans l'action des uns et des autres, dans la mesure où une telle explicitation pourra constituer un élément déterminant d'une extension ou d'une stabilisation du Réseau qui ne diluera pas la force de son appartenance.

Etant donné l'importance accordée par le Réseau à la lutte contre la pauvreté, il nous a semblé important de proposer aux membres du Réseau une trame réflexive qui pourra soutenir une explicitation commune des orientations du Réseau en la matière et, dans la foulée, l'élaboration éventuelle de stratégies collectives.

Cette trame a été structurée en tentant d'identifier les controverses qui traversent les interventions des acteurs en matière de lutte contre la pauvreté. Situer ses propres positions à l'intérieur de ces controverses nous paraît indispensable à la fois pour mieux connaître le sens réel de son action et pour comprendre quelles alliances sont possibles ou souhaitables pour construire un rapport de force suffisant en la matière.

Nous avons identifié les cinq controverses suivantes¹.

Approche globale (re)politisée ou approche spécifique dépolitisée ?

Pour certains, la pauvreté est vue comme une catastrophe naturelle qui s'abat ou peut s'abattre sur des « groupes-cibles » qu'il convient d'aider (ou de « stimuler », comme s'ils étaient passifs et frappés du fait de cette passivité) : il n'y a pas de lien qui est fait avec d'autres dimensions de la vie collective.

Pour d'autres, au contraire, la pauvreté doit être lue dans ses corrélations avec ses autres dimensions. Pierre Bourdieu était de ceux-là lorsqu'il rappelait par exemple :

« (...) la relation indiscutable entre taux de chômage et taux de profit. Les deux phénomènes – la consommation effrénée des uns et la misère des autres – ne sont pas seulement concomitants -pendant que les uns s'enrichissent en dormant, les autres se paupérisent chaque jour un peu plus-, ils sont interdépendants : quand la Bourse pavoise, les chômeurs trinquent,

1. Ces controverses ont fait l'objet d'une analyse publiée par RTA dans la publication que le Ministère de la Communauté française a consacrée en 2010 à la lutte contre la pauvreté : Jean Blairon, Jacqueline Fastrès et Quentin Mortier, « Controverses dans le champ social : comment prendre en compte la question de la pauvreté ? », in *La pauvreté et l'exclusion sociale. Regards du monde associatif et d'institutions culturelles*, Service général de la Jeunesse et de l'Education permanente, Direction générale de la culture, collection Culture et Education permanente, n°14, Bruxelles, 2010.



Quelles orientations en matière de lutte contre la pauvreté dans le Réseau International des Travailleurs Sociaux de Rue ?

l'enrichissement des uns a partie liée avec la paupérisation des autres. »²

La récente actualité conduit même à se demander si, lorsque les bourses pavoisent moins, les chômeurs ne trinquent pas encore plus.

Selon les choix opérés dans cette controverse, on sera soit porté à venir en aide à des groupes spécifiques (y compris en prônant le retour aux attitudes caritatives) soit à tenter de relier la misère sociale à ses causes structurelles et à tenter d'infléchir les politiques qui permettent ou renforcent la domination sociale.

Les *actions communautaires* que le Réseau se propose d'étudier constitueront un bon analyseur des choix réellement opérés.

La pauvreté est-elle une question de responsabilité individuelle ou de responsabilité collective ?

Cette controverse oppose les partisans d'un « Etat social actif » et ceux qui défendent les acquis des luttes sociales et les conquêtes des mouvements ouvriers.

Les premiers décrètent que la protection sociale est devenue impayable et qu'elle est d'ailleurs porteuse d'effets pervers : elle conduirait à des attitudes d'assistance et de démobilité dans le chef des bénéficiaires ; à leurs yeux, il conviendrait donc que l'Etat-Providence soit remplacé par un Etat social actif (qui est surtout actif dans le contrôle et l'exclusion), qui « stimule » l'individu à se (re)prendre en mains ; nous avons là une approche méritocratique, individualisée et conditionnée.

D'autres mettent en avant le droit à la sécurité d'existence, la responsabilité collective et l'engagement inconditionnel. Dans la mesure où, très souvent, les deux approches, aussi opposées soient-elles, prétendent chacune mettre en oeuvre une approche « moderne » « d'accompagnement », il semble nécessaire de se positionner le plus clairement possible dans cette controverse. Peut-être est-il d'ailleurs requis, en suivant la suggestion de Robert Castel, de combiner une approche individualisée et la construction de supports collectifs (une forte protection sociale, un accès au monde du travail, un accès à des interactions fondatrices de liens) permettant à chacun de se construire effectivement une trajectoire de vie.

Dans quel paradigme définir la lutte ?

Nous nous trouvons en la matière face à des positions bien différentes : pour certains, la question de la pauvreté se réduit à une question d'argent (et se lit donc en référence exclusive au paradigme social) ; pour d'autres, elle est multi-dimensionnelle, incluant par exemple une forte dimension culturelle (ce raisonnement montre par exemple toute l'importance du stigmatisme, ou le poids du genre). Une tendance se fait jour aussi, dans la lignée des théoriciens de la « reconnaissance », pour que toute l'attention soit portée sur la dimension culturelle, ce qui peut se combiner avec la version philanthropique des « nouvelles » politiques sociales (conservatrices).

2. P. Bourdieu, « Les actions des chômeurs flambent » [1998], in *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 358.



Quelles orientations en matière de lutte contre la pauvreté dans le Réseau International des Travailleurs Sociaux de Rue ?

Il y a donc au moins trois orientations possibles : celle qui donne la primauté au paradigme social, celle qui tend à donner la primauté au paradigme culturel, celle qui entend que les deux lectures doivent être articulées.

Comment envisager la dimension culturelle de la pauvreté ?

Cette dernière controverse oppose, quant à elle, parfois de façon très dure, les protagonistes mêmes d'une lutte contre la pauvreté.

Nous nous en faisons la représentation suivante.

Pour les uns (souvent issus de la classe moyenne d'ailleurs), la culture du pauvre est au fond une substance qu'il faut respecter/préserver/affirmer. Pour ce groupe, évidemment, seuls les pauvres peuvent parler légitimement de la pauvreté, nous y reviendrons. Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est considéré comme « la culture de la rue ».

Pour d'autres, la question culturelle n'est pas traitée en termes de substance, mais en termes de relations : « la » culture est alors vue comme le résultat (qu'on espère évolutif comme pour tout un chacun) des opportunités de travail culturel qui ont pu être offertes aux groupes et aux personnes.

Pour les uns, le respect confine à la construction d'un sanctuaire protecteur ; les autres recherchent les croisements entre groupes sociaux et « sub-cultures ».

Quelle façon de faire entendre ces questions au niveau politique ?

La présente controverse porte sur la question de savoir s'il y a ou non, aux yeux des protagonistes de la lutte contre la pauvreté, une hiérarchie (voire une exclusive) entre les différentes formes de démocratie (démocratie directe, représentative ou dialogique).

Pour certains, il n'y a pas d'action politique possible en la matière sans démocratie directe (c'est-à-dire sans participation ou consultation directe des personnes pauvres elles-mêmes) ; cette position peut aller jusqu'au rejet du fonctionnement représentatif et elle s'appuie souvent, évidemment, sur une conception de la culture comme « substance ». C'est probablement la position de mouvements comme ATD Quart-Monde, qui peuvent déboucher paradoxalement sur une logique de confinement.

Pour d'autres, il n'y a pas de hiérarchie entre ces formes de démocratie, mais bien des combinaisons entre elles qui sont plus ou moins pertinentes et cohérentes.

La démocratie dialogique, par exemple, tente de permettre aux personnes concernées de construire leur propre analyse de la situation qui les concerne, mais en les armant des connaissances qui sont nécessaires pour toute élaboration digne de ce nom et en pratiquant le dialogue et la confrontation des points de vue.

Quant à la démocratie représentative, elle implique des moyens d'action qui cherchent à mettre à l'ordre du jour les questions que les groupes dominés,



Quelles orientations en matière de lutte contre la pauvreté dans le Réseau International des Travailleurs Sociaux de Rue ?

par exemple, entendent inscrire dans l'agenda politique.

Si le Réseau a manifestement choisi la voie de la combinaison, il lui appartient d'étudier comment il peut combiner avec pertinence mais aussi avec force les différentes formes de démocratie.

Conclusion

Il paraît évident que les choix qui sont opérés à l'intérieur de chacune de ces controverses peuvent se renforcer et créer des constellations de sens, plus ou moins progressistes ou plus ou moins conservatrices. Mais il faut se garder toutefois d'une vision manichéenne, dans la mesure où les positions « en zigzag » seront probablement le cas le plus fréquent.

La trame que nous proposons ici implique donc un double geste : une analyse de la manière dont les prises de position se distribuent sur chacun des axes de controverses ; surtout, une analyse stratégique de la manière dont chaque prise de position s'articule avec les autres, créant plus ou moins de cohérence et plus ou moins de renforcement.